

# LONDA 2025

Rapport sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique

## Zambia

Rapport national



PARADIGM  
INITIATIVE



# LONDA 2025

## Rapport sur les droits numériques et l'inclusion en Afrique

Rapport produit et publié par Paradigm Initiative  
Avril 2026

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales sous n'importe quelle forme, à condition que le crédit approprié soit accordé aux éditeurs et que l'œuvre soit présentée sans aucune déformation.

**Copyright ©2026 Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria.  
media@paradigmhq.org  
www.paradigmhq.org



Licence Creative Commons Attribution  
- Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de  
Modification (CC BY-NC-ND)

ISBN: 978-978-68-6631-4



# Zambie

Par Chiti Mbizule-Mutati

## Résumé exécutif

Le rapport Londa Zambia 2025 analyse les principaux développements et événements survenus dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et en matière de droits humains en Zambie. Il aborde des thématiques telles que la liberté d'expression en ligne, la protection des données, la cybersécurité, l'inclusion numérique et la gestion du Fonds pour l'accès universel aux services. La méthodologie repose sur une synthèse de recherches documentaires, d'analyses quantitatives et de consultations d'experts.

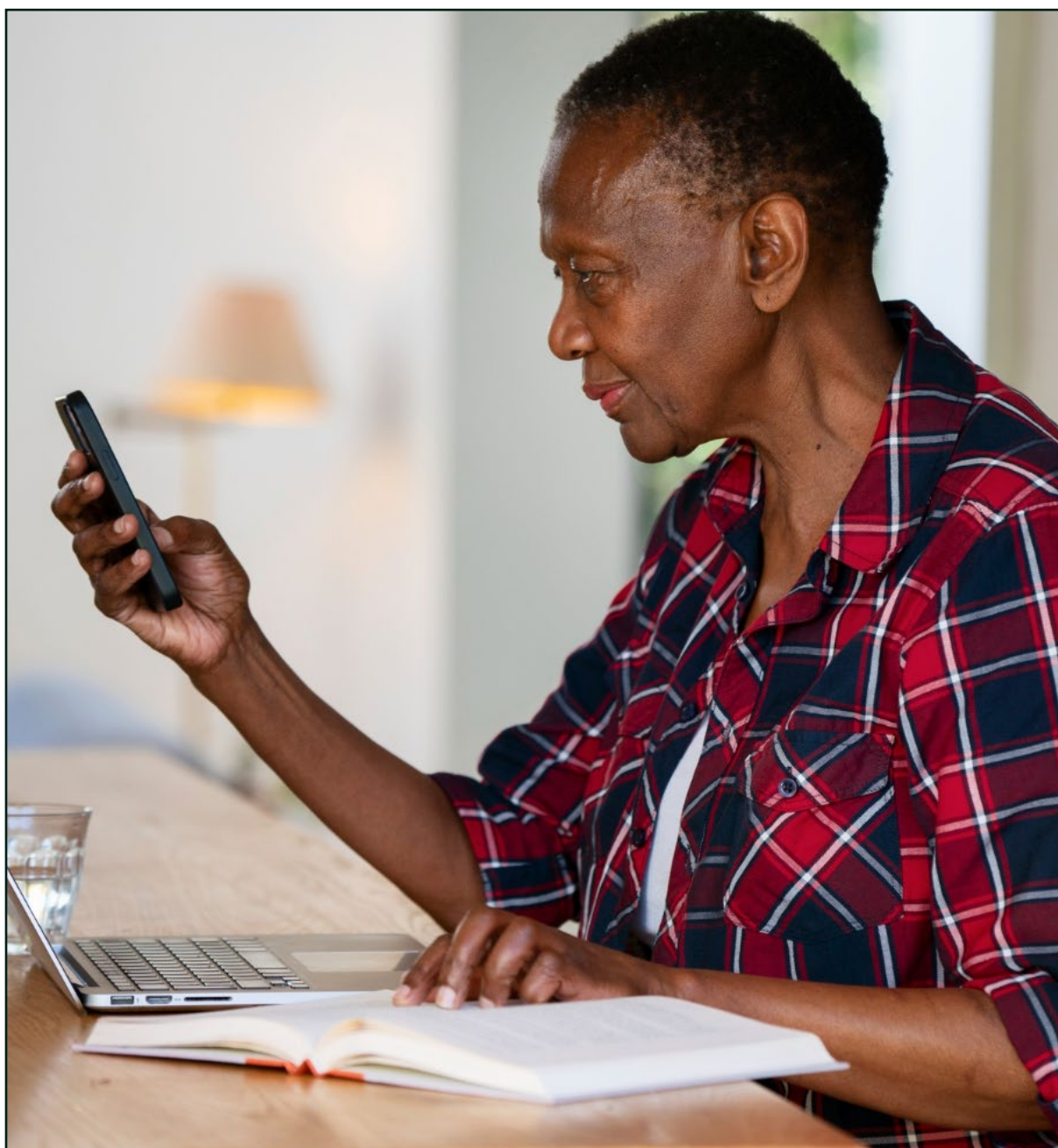
La Zambie obtient un score de 39 sur 60 à l'indice TheScore de Paradigm Initiative, qui évalue le respect des éléments clés des droits de l'homme, guidé par la Déclaration de principes de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples sur la liberté d'expression et l'accès à l'information.

En 2025, le déploiement des services de connectivité s'est poursuivi, favorisant un accès accru pour la population zambienne. Par ailleurs, la Stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle a été mise en œuvre tandis que le pays lancé la Stratégie nationale de protection des enfants en ligne.

Cependant, l'inclusion numérique a été freinée par des problèmes de qualité de service et d'accès, exacerbés par une grave

crise énergétique et une fiscalité élevée du secteur. Le harcèlement et les arrestations de groupes, tels que des dirigeants de l'opposition et des journalistes, se sont également poursuivis. Les décideurs politiques

ont par ailleurs adopté une législation sur la cybersécurité comportant des dispositions susceptibles de porter atteinte aux droits humains et ont proposé un projet de loi controversé sur l'Institut zambien de journalisme.



## Introduction

La Zambie est un pays enclavé d'Afrique australe dont l'économie et l'emploi reposent fortement sur les secteurs minier et agricole. La Zambie bénéficie d'une démocratie stable. Le président actuel, Hakainde Hichilema, et son Parti uni pour le développement national (UPND), sont arrivés au pouvoir en août 2021.<sup>1</sup> Cette victoire est principalement due à la jeunesse, qui a contribué à la popularité d'Hichilema sur les réseaux sociaux.

En 2025, la Zambie a connu une reprise économique lente mais positive, même si une grande partie de la population vit encore dans la pauvreté. Le mécontentement croissant des citoyens s'exprime de plus en plus en ligne, et le climat entre le parti au pouvoir et l'opposition s'envenime à l'approche des élections présidentielles d'août 2026.<sup>2</sup>

Le huitième plan national de développement de la Zambie identifie les technologies de l'information et de la communication (TIC) comme un élément essentiel de la transformation économique du pays. Il souligne

toutefois l'existence de défis tels que des infrastructures limitées, un faible niveau de compétences numériques et un accès restreint aux équipements TIC.<sup>3</sup>

Plusieurs institutions interviennent dans le secteur des TIC en Zambie: le ministère de la Technologie et des Sciences supervise l'élaboration et la mise en œuvre des politiques en la matière, tandis que l'Autorité zambienne de l'information et des communications (ZICTA) réglemente le secteur. L'Institut SMART Zambia, rattaché à la Division du gouvernement électronique, gère et promeut les services et processus de gouvernement électronique afin d'améliorer la prestation des services publics.<sup>4</sup> Le secteur est également guidé par le Plan national de gouvernement électronique 2023-2026, qui jette les bases d'une meilleure prestation de services, d'une plus grande accessibilité, d'une transparence accrue et d'une efficacité renforcée entre le gouvernement, les citoyens et le secteur privé. L'Autorité indépendante de la radiodiffusion réglemente les services de radio et de

1. BBC « Élections en Zambie : Hakainde Hichilema bat le président Edgar Lungu » (2021) <https://www.bbc.com/news/world-africa-58226695> (consulté le 30 octobre 2024).
2. Bulawayo 24 News « Edgar Lungu, la coalition Tonse et le paysage politique zambien : un choc de visions à l'approche des élections de 2026 » (2024), (consulté le 27 novembre 2024).
3. Ministère des Finances et de la Planification nationale « 8e PND (2022-2026) » <https://www.mofnp.gov.zm/?wpd-mpro=8ndp-2022-2026>
4. Institut Smart Zambia <https://www.szi.gov.zm/> (consulté le 21 novembre 2024)

télévision.<sup>5</sup>

Le paysage des TIC en Zambie est également façonné par des cadres tels que la Politique nationale des TIC 2023, la Stratégie nationale de transformation numérique 2023-2027, le Plan stratégique 2022-2026 et la Loi sur les technologies de l'information et des communications de 2009.<sup>6</sup>

## Accès Internet

Le marché zambien de la téléphonie mobile compte quatre opérateurs : Airtel Zambia, MTN, Zed Mobile et Zamtel, l'opérateur public. Ce dernier mise sur la 4G et, à terme, la 5G pour les communications vocales et de données. Cependant, ses services sont actuellement concentrés dans les centres urbains de la capitale, Lusaka.<sup>7</sup> Fin juin 2025, la Zambie comptait 24,5 millions d'abonnements actifs aux réseaux mobiles,

soit une croissance annuelle de 12,1 % et un taux de pénétration de 119,1 %. Le nombre d'abonnements à Internet a ainsi progressé de 4,7 % sur un an, pour atteindre 13,1 millions.<sup>8</sup> Malgré cela, le coût des données mobiles en Zambie reste relativement prohibitif. Selon les dernières données disponibles, le rapport « Worldwide Mobile Data Pricing 2022 » de Cable.co.uk indique que le prix moyen d'un gigaoctet de données est de 8,01 dollars américains.<sup>9</sup>

## Liberté d'expression

Constitution nationale de la Zambie de 2016<sup>10</sup> affirme le droit à la liberté d'expression<sup>11</sup>, l'assemblée et à l'association<sup>12</sup>, l'accès à l'information<sup>13</sup> et la vie privée.<sup>14</sup> Elle est également signataire d'instruments régionaux et mon-

5. Loi sur l'Autorité indépendante de radiodiffusion (modifiée en 2010).
6. Kalemba « Mutati lance une politique TIC, une stratégie de transformation numérique servie par un plan TIC » (2023) <https://kalemba.news/business/2023/10/14/mutati-launches-ict-policy-digital-transformation-strategic-plan/> (consulté le 11 novembre 2024).
7. Les services du quatrième opérateur mobile (Zedmobile) sont uniquement disponibles à Lusaka, <https://zambianbusinesstimes.com/fourth-mno-zedmobile-services-only-available-in-lusaka/> (consulté le 19 novembre 2025)
8. ZICTA « Rapport de marché de mi-année 2025 du secteur des TIC » (2025) <chrome-extension://efaidnbmninnp-cajpcgclclefindmkaj/https://www.zicta.zm/uploads/9a0a836b-4e06-4fb2-b31b-6485ae3f4bea.pdf> (consulté le 3 décembre 2025)
9. Cable.co.uk « Tarification mondiale des données mobiles 2022 » (2023) <https://www.cable.co.uk/mobiles/worldwide-data-pricing/> (consulté le 12 janvier 2024)
10. Loi constitutionnelle de Zambie n° 18 de 2016.
11. Constitution de la Zambie, loi 18 de 2016, art. 20, n.13 ci-dessus.
12. n 13 ci-dessus, art 29.
13. n° 13 art. 21.
14. n° 13, art. 17.

diaux relatifs aux droits de l'homme, qu'elle réaffirme notamment la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP)<sup>15</sup>, la Déclaration de Windhoek pour le développement d'une presse libre, indépendante et pluraliste,<sup>16</sup> déclaration de la Plateforme africaine sur l'accès à l'information (APAI)<sup>17</sup> et la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo)<sup>18</sup>, entre autres.

En ce qui concerne les libertés en ligne, pour 2025, la Zambie a conservé son classement de « partiellement libre » avec un score de 62 sur l'indice Freedom On The Net de Freedom House.<sup>19</sup> Toutefois, des événements récents ont terni l'engagement du gouvernement en faveur de la liberté d'expression, notamment concernant l'utilisation des réseaux sociaux par les citoyens pour exprimer leurs opinions sur les questions socio-économiques. L'année 2025 a également été marquée par une recrudescence des arrestations de citoyens,

de journalistes et de dirigeants de l'opposition pour des publications en ligne, y compris celles remettant en question l'État ou les acteurs qui lui sont liés.

En octobre 2025, les autorités ont arrêté Chishimba Kambwili, ancien député et critique virulent de l'UPND. Il a été inculpé pour ne pas s'être présenté à un agent d'immigration avant de quitter le pays pour se faire soigner.<sup>20</sup> Cela s'est produit quelques jours avant sa libération de prison pour une précédente condamnation à cinq mois de travaux forcés pour incitation à la haine.<sup>21</sup> L'État a de plus continué d'utiliser les lois sur la sédition, toujours en vigueur, pour poursuivre les dirigeants de l'opposition. En mai 2025, Munir Zulu, député indépendant, a été condamné à 18 mois de prison avec travaux forcés après avoir été reconnu coupable de pratiques séditeuses.<sup>22</sup>

Des journalistes ont également été arrêtés dans le cadre de leur travail d'intérêt public.

15. Déclaration de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples (CADHP) sur la liberté d'expression et l'accès à l'information, <https://www.achpr.org/legalinstruments/detail?id=69> (consulté le 9 novembre 2025).
16. Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH), <https://www.un.org/en/aboutus/universal-declaration-of-human-rights> (consulté le 9 novembre 2025).
17. Plateforme africaine pour l'accès à l'information <https://www.africanplatform.org/> (consulté le 9 novembre 2025).
18. Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles <https://au.int/en/treaties/african-union-convention-cyber-security-and-personal-data-protection> (consulté le 12 novembre 2025).
19. Liberté sur Internet 2025, Zambie, <https://freedomhouse.org/country/zambia/freedom-net/2025>(consulté le 2 décembre 2025)
20. Lusaka Times, « Kambwili de nouveau arrêté quelques jours avant sa libération prévue » (2025)<https://www.lusakatimes.com/2025/10/22/kambwili-re-arrested-days-before-expected-release/>(consulté le 28 octobre 2025).
21. La Haute Cour confirme la sentence et envoie Kambwili en prison pour incitation à la haine (2025)<https://zambianobserver.com/high-court-upholds-sentence-sends-kambwili-to-prison-for-hat-speech/>(consulté le 14 novembre 2025).
22. « Munir Zulu condamné à 18 mois de prison » (2025)<https://zambianobserver.com/munir-zulu-sentenced-18-months-in-jail/>(consulté le 14 novembre 2025).

Par exemple, en septembre 2025, le journal zambien *The Mast* a condamné l'arrestation de son journaliste, Thandizo Banda, dans la province de Copperbelt. Banda enquêtait sur l'accusation de meurtre portée contre Maria Zaloumis, fille de Mwangala Zaloumis, président de la Commission électorale de Zambie.

Le journal affirme qu'après avoir pris des photos de l'entourage de Maria Zaloumis, Banda a été agressé physiquement par cette dernière et des policiers, qui lui ont confisqué son téléphone portable.<sup>23</sup> Le même mois, les services de police ont agressé et confisqué le téléphone portable de Christopher Bazilio Banda, journaliste de Prime TV Province de l'Est, qui couvrait une opération conjointe de l'Agence de la circulation routière et de la police visant à saisir des motos non immatriculées. Le commandement de la police de la province de l'Est a présenté ses excuses par la suite.<sup>24</sup>

La Zambie est signataire depuis longtemps de la Plateforme africaine sur l'accès à l'information.<sup>25</sup> En décembre 2023, le président Hakainde Hichilema a promulgué la loi sur

l'accès à l'information, très attendue, qui est entrée en vigueur en juin 2024. Cependant, les parties prenantes soulignent que, si la loi actuelle répond aux normes internationales acceptables, elle nécessite encore des améliorations. Elles déplorent que la responsabilité du contrôle de son application incombe au gouvernement, par le biais du ministère de l'Information, plutôt qu'à un organe de surveillance comme la Commission des droits de l'homme.<sup>26</sup> En août 2025, le gouvernement a publié au Journal officiel un décret, le Règlement général sur l'accès à l'information de 2025, afin de rendre la loi opérationnelle. Ce document décrit les procédures de soumission des demandes, les délais de réponse aux demandes ainsi que les documents requis des demandeurs d'information.<sup>27</sup>

En 2025, le gouvernement a également présenté le projet de loi sur l'Institut zambien de journalisme, qui vise à imposer une réglementation légale des médias par la création du conseil de l'Institut zambien de journalisme, chargé de délivrer des licences aux journalistes et de réglementer la conduite

23. Le journal *The Mast* titre : « L'arrestation de notre journaliste est inacceptable et regrettable. » <https://mastmedia.zm.com/2025/08/arrest-of-our-journalist-unacceptable-regrettable/> (consulté le 2 décembre 2025)
24. Zambie rapporte : « La police aurait agressé un journaliste de Prime TV lors d'une opération conjointe avec la RTSA à Chipata » <https://zambiareports.news/2025/09/18/police-allegedly-assault-prime-tv-reporter-during-combined-operation-with-rtsa-in-chipata/> (consulté le 2 décembre 2025)
25. Plateforme africaine pour l'accès à l'information disponible sur <https://www.africanplatform.org/> (consulté le 20 novembre 2025).
26. News Diggers « L'accès à l'information : une boîte de Pandore » (2023) <https://diggers.news/guest-diggers/2023/12/19/access-to-information-bill-a-pandoras-box/> (consulté le 20 novembre 2025).
27. Règlement général sur l'accès à l'information, 2025, <https://zambialii.org/akn/zm/act/si/2025/56/eng@2025-08-29> (consulté le 20 novembre 2025).

dans le secteur.<sup>28</sup>

Les parties prenantes, notamment les journalistes et la société civile, ont rejeté le projet de loi dans sa forme actuelle, arguant qu'il risquait d'étouffer la liberté d'expression des médias et leur capacité à rendre librement compte des sujets d'intérêt public.

D'après les données de Meta, entre janvier et juin 2025, la plateforme a reçu huit demandes de données utilisateurs de la part du gouvernement zambien : cinq demandes dans le cadre de procédures légales et trois demandes de divulgation d'urgence. Par ailleurs, l'État a également demandé des informations concernant neuf comptes utilisateurs. Meta a refusé toutes ces demandes.<sup>29</sup>

## Protection des données

## et confidentialité

Le gouvernement a promulgué la loi sur la

protection des données en 2021 et a créé un Bureau et un commissaire à la protection des données.<sup>30</sup> Elle a pareillement introduit la loi sur la cybersécurité de 2024<sup>31</sup>, et la loi sur la cybercriminalité de 2024.<sup>32</sup> Ces textes remplacent la loi n° 2 de 2021 relative à la cybersécurité et à la cybercriminalité, abrogée en 2024. La loi de 2024 sur la cybersécurité établit l'Agence zambienne de cybersécurité et vise notamment à protéger les informations critiques et leurs infrastructures. La loi de 2024 sur la cybercriminalité érige en infraction les activités illégales liées aux systèmes informatiques et aux technologies de l'information et de la communication, tout en assurant la protection des individus contre la cybercriminalité et en renforçant la sécurité en ligne des enfants.<sup>33</sup> Cette mesure devrait être soutenue par l'introduction de la Stratégie nationale de protection des enfants en ligne (2025-2029) a été lancée en novembre 2025. Cette stratégie définit clairement des objectifs concrets, comme la réduction de 50 % des abus en ligne envers les enfants durant la période concernée. Elle prévoit également un budget de 1,8 milliard de dollars pour sa

28. The Zambian Observer, « Projet de loi de 2025 sur l'Institut de journalisme de Zambie - Fin de la pratique du journalisme indépendant en Zambie - Ambassadeur Emmanuel Mwamba » (2025) (consulté le 20 novembre 2025). <https://zambianobserver.com/zambia-institute-of-journalism-bill-of-2025-end-of-the-practice-of-independent-journalism-in-zambia-amb-emmanuel-mwamba/>
29. Méta, « Demandes gouvernementales de données utilisateur » <https://transparency.meta.com/reports/government-data-requests/country/ZM/> (consulté le 20 novembre 2025).
30. Zambia National Broadcasting Corporation (ZNBC) « Création prochaine du Bureau du commissaire à la protection des données » (2023) <https://www.znbc.co.zm/news/office-of-the-data-protection-commissioner-coming/> (consulté le 15 novembre 2025).
31. Loi sur la cybersécurité de 2025 <https://www.parliament.gov.zm/node/12319>
32. Loi sur la cybercriminalité, 2025 <https://www.parliament.gov.zm/node/12320>.
33. Zambian Monitor, « Le cabinet zambien approuve une nouvelle législation sur la cybersécurité et la cybercriminalité », (2024), [https://www.zambiamonitor.com/zambias-cabinet-endorses-new-cyber-security-cyber-crimes-legislation/#google\\_vignette](https://www.zambiamonitor.com/zambias-cabinet-endorses-new-cyber-security-cyber-crimes-legislation/#google_vignette), (consulté le 20 novembre 2025).

mise en œuvre.<sup>34</sup>

Cependant, les parties prenantes s'inquiètent du fait que certains éléments de la législation sur la cybersécurité confèrent aux autorités un pouvoir excessif sur l'utilisation d'Internet par les citoyens, un accès injustifié à leurs communications privées, des pouvoirs de surveillance étendus, des infractions définies de manière vague avec des conséquences très punitives et le pouvoir de réprimer la liberté d'expression et la dissidence.<sup>35</sup> Ces lois ont été promulguées sans que de nombreuses préoccupations soient prises en compte.<sup>36</sup> Cependant, ces lois ne sont pas encore en vigueur et, en 2025, des individus ont été inculpés en vertu de la loi n° 2 de 2021 sur la cybersécurité et la cybercriminalité. En décembre 2025, Ethel Chisono Edwards, influenceuse et vlogueuse, a été condamnée à 18 mois de prison après avoir plaidé coupable d'accusations portées en vertu de cette loi, pour des commentaires qu'elle avait faits au sujet du président Hichilema.<sup>37</sup>

En mars 2025, le gouvernement zambien a approuvé le projet de loi n° 1 de 2025 relatif à la protection du public par vidéosurveillance. Ce texte législatif vise à réglementer l'utilisation des systèmes de vidéosurveillance dans les espaces publics et privés. Il a pour objectifs déclarés de renforcer la prévention de la criminalité, d'améliorer la sécurité publique, de rendre les enquêtes plus efficaces et de garantir que la Zambie se conforme aux normes régionales et internationales.<sup>38</sup> Bien que ces objectifs soient légitimes, l'élaboration du projet de loi a manqué de transparence et d'une consultation suffisante des parties prenantes pour garantir les garanties nécessaires, un contrôle indépendant et des limitations strictes quant à l'accès aux données, ainsi qu'à leur traitement, leur utilisation et leur stockage par les autorités. Ceci soulève des inquiétudes quant à la possibilité que cette loi permette la surveillance des citoyens et un accès indu à leurs données personnelles par les autorités.

34. « Stratégie nationale de protection des enfants en ligne (2025-2029) », Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication. <https://www.zicta.zm/media/publications> (consulté le 1er janvier 2026)
35. News Diggers « Le gouvernement reporte les projets de loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité » (2024) <https://diggers.news/local/2024/12/06/laz-media-owners-other-csos-reject-enactment-of-cyber-laws/> (consulté le 13 novembre 2025).
36. Les lois zambiennes sur la cybersécurité et la cybercriminalité soulèvent des inquiétudes quant aux droits numériques (2025) <https://www.africafex.org/country-highlights/zambias-cybersecurity-athe-surveillance-of-citizens-and-the-authorities-undue-access-to-their-personal-data-and-cybercrimes-laws-raise-digital-rights-concerns#:~:text=In%20April%202025%2C%20the%20Zambian%20Parliament%20enacted%20two,digital%20rights%20and%20civil%20liberties%20in%20the%20country> (consulté le 1er décembre 2025).
37. Une influenceuse zambienne-américaine condamnée à 18 mois de prison pour incitation à la haine (2025) <https://www.bbc.com/news/articles/cvgqnlqge7o> (consulté le 14 novembre 2025).
38. Press Reader, « Le Cabinet approuve le projet de loi de 2025 sur la protection du public en matière de télévision en circuit fermé » (2025) <https://www.pressreader.com/zambia/zambia-daily-mail-798j/20250312/281535116758974> (consulté le 14 novembre 2025).

La Zambie n'a pas connu de coupure d'Internet imposée par l'État depuis août 2021, la première du genre dans le pays et qui coïncidait avec les élections présidentielles, pour un changement de pouvoir du Front patriotique (PF) alors au pouvoir, au parti UPND de Hichilema.<sup>39</sup>

Les prochaines élections mettront également à l'épreuve l'engagement du gouvernement à garantir le droit à une connectivité permanente malgré une période électorale tendue, marquée par des flambées de violence politique déjà signalées.<sup>40</sup>

Parallèlement, la cybercriminalité continue de menacer la sécurité, l'économie et la population de la Zambie. La Zambie a obtenu un score de 92,56 à l'indice mondial de cybersécurité de l'Union internationale des télécommunications.<sup>41</sup> Cependant, elle reste confrontée à des vulnérabilités et à des cybermenaces. Les cybercrimes commis entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 30 juin 2025 ont en-

traîné des pertes de plus de 111 millions de zimbabwéens (5,86 millions de dollars américains).<sup>42</sup> Le service de police zambien a par ailleurs enregistré 874 affaires liées à la cybercriminalité au cours de cette période. En mars 2025, Interpol a annoncé que les efforts conjoints des autorités de sept pays africains, dont la Zambie, avaient permis l'arrestation de 306 suspects et la saisie de 1 842 appareils.<sup>43</sup>

## IA et technologies

### émérgentes

Le gouvernement zambien met actuellement en œuvre sa stratégie nationale d'intelligence artificielle (2024-2026).<sup>44</sup> Seul un petit groupe de pays africains dispose d'une stratégie dédiée à l'intelligence artificielle (IA), notamment le Bénin, l'Égypte, Maurice, le Maroc et le Sénégal.<sup>45</sup> La stratégie comprend cinq axes

39. The Verge : « WhatsApp, Twitter et Facebook seraient bloqués en Zambie pendant l'élection présidentielle » (2021) <https://www.theverge.com/2021/8/12/22621875/whatsapp-twitter-facebook-blocked-zambia-presidential-election> (consulté le 22 novembre 2025).
40. CAJ News, « Inquiétudes face aux violences préélectorales en Zambie » <https://cajnewsafrica.com/2025/09/08/concern-over-zambia-pre-election-violence/> (consulté le 2 décembre 2025)
41. Union internationale des télécommunications, Indice mondial de cybersécurité, (2025) [https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Documents/GClv5/2401416\\_1b\\_Global-Cybersecurity-Index-E.pdf](https://www.itu.int/en/ITU-D/Cybersecurity/Documents/GClv5/2401416_1b_Global-Cybersecurity-Index-E.pdf)
42. « Press Reader : Plus de 111 millions de kina perdus à cause de la cybercriminalité depuis janvier » <https://www.pressreader.com/zambia/zambia-daily-mail-798j/20250710/281582361644535> (consulté le 22 novembre 2025).
43. « Plus de 300 arrestations alors que les pays africains répriment les cybermenaces » (2025) <https://www.interpol.int/en/News-and-Events/News/2025/More-than-300-arrests-as-African-countries-clamp-down-on-cyber-threats>
44. Gouvernement de Zambie : « Lancement d'une stratégie d'intelligence artificielle, un tremplin vers la création de richesse et d'emplois » <https://www.mots.gov.zm/?p=4492> (consulté le 10 novembre 2025).
45. M. Musoni, « Envisager le paysage de la gouvernance de l'IA en Afrique en 2024 » (2024) <https://ecdpm.org/work/envisioning-africas-ai-governance-landscape-2024#:~:text=Actuellement%2C%20moins%20que%2010%20les%20pays%20africains%20ont%20une%20nationale,Égypte%2C%20Maroc%2C%20Maurice%2C%20Tunisie%2C%20Sierra%20Leone%2C%20et%20Sénégal.> (consulté le 4 novembre 2025).

prioritaires: (i) les arbres numériques pour améliorer la connectivité, (ii) les données fiables pour l'efficacité et la durabilité, (iii) la confiance pour protéger le cyberspace, (iv) la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat, et (v) la création de partenariats.<sup>46</sup>

La mise en œuvre a été lente; cependant, parmi les développements positifs, on peut citer le partenariat entre le ministère de la Technologie et des Sciences, le ministère de la Santé, 73 Health Global et Pentatech, pour mettre en œuvre un projet pilote national testant des outils de diagnostic de santé à distance et d'analyse pharmacologique basé sur l'IA à travers le pays.<sup>47</sup>

## Inclusion numérique

Le marché de la téléphonie mobile en Zambie continue de faire face à des problèmes

de qualité de service (QoS). En 2025, la QoS des opérateurs s'est détériorée, rendant l'accès à la connectivité encore plus difficile pour les personnes vivant en dehors des centres urbains du pays. En novembre 2025, l'autorité de régulation du secteur a déclaré que « le peuple zambien mérite mieux » et a donné des instructions aux fournisseurs afin d'améliorer leurs services.<sup>48</sup>

Les graves pénuries d'électricité en Zambie, qui ont commencé en 2024,<sup>49</sup> cette situation a persisté en 2025, freinant les efforts d'inclusion numérique. La Zambia Electricity Supply Corporation Limited a connu des périodes où elle ne pouvait fournir que trois heures d'électricité par jour.<sup>50</sup> Les opérateurs ont déploré les coûts élevés de déploiement des infrastructures réseau et des services qui en découlent. Ils ont également souligné d'autres obstacles, tels que les taxes élevées, la hausse du prix du carburant pour les générateurs et le faible taux de pénétration des smartphones, qui freinent l'adoption des

46. Zambia Monitor « La Zambie lance une stratégie d'intelligence artificielle pour stimuler l'économie numérique » (2024)[https://www.zambiamonitor.com/zambia-launches-artificial-intelligence-strategy-to-boost-digital-economy/#google\\_vignette](https://www.zambiamonitor.com/zambia-launches-artificial-intelligence-strategy-to-boost-digital-economy/#google_vignette) (consulté le 22 novembre 2025).
47. « La Zambie déploie l'IA et le diagnostic à distance dans 20 établissements pour améliorer l'accès aux soins de santé à l'échelle nationale », (2025),<https://techafricanews.com/2025/06/16/zambia-deploys-ai-and-remote-diagnostics-in-20-facilities-to-drive-nationwide-health-access/> (consulté le 10 novembre 2025).
48. Communiqué de presse du directeur général de la ZICTA, l'ingénieur Collins Mbulo, sur l'état de la qualité de service des télécommunications mobiles et les interventions de la ZICTA (2025)[https://www.zicta.zm:992/storage/uploads/zictaweb/a5ae4b64-a054-4d4e-90b3-ff8e54d584cd\\_1762324884.pdf](https://www.zicta.zm:992/storage/uploads/zictaweb/a5ae4b64-a054-4d4e-90b3-ff8e54d584cd_1762324884.pdf) (consulté le 3 décembre 2025)
49. Centre international pour la croissance « Extinction des feux : la crise de l'électricité en Zambie » (2024)<https://www.theigc.org/blogs/lights-out-zambias-electricity-crisis#:~:text=Low%20water-levels%20at%20the%20main%20reservoirs%20for%20hydroelectric,businesses%20unprepared%20and%20without%20back-up%20sources%20of%20energy> (consulté le 10 novembre 2026)
50. Lusaka Times : « ZESCO assure une alimentation électrique minimale de 3 heures malgré une faible capacité de production »<https://www.lusakatimes.com/2025/11/06/zesco-assures-minimum-3-hour-power-supply-amidst-low-generation-capacity/> (consulté le 18 novembre 2025)

services à haut débit.<sup>51</sup> Ce sont donc les consommateurs qui ont le plus souffert, peinant à rester connectés.

Depuis l'obtention de la licence Starlink de SpaceX en juin 2023, le gouvernement zambien a utilisé la technologie satellitaire pour connecter les zones non desservies ou mal desservies. L'Institut SMART Zambia déploie Starlink dans les institutions gouvernementales et les infrastructures publiques.<sup>52</sup>

Notamment, en septembre 2025, l'Institut a déployé des kits dans l'une des régions les plus reculées de Zambie, la chefferie de Moomba, reliant une clinique et des écoles primaires.<sup>53</sup>

Le budget 2026 du ministère des Finances prévoit la construction de tours de télécommunications dans les zones mal desservies. Le gouvernement a également poursuivi le déploiement du réseau étendu gouvernemental (GWAN) auprès des institutions publiques. À ce jour, 93 collectivités locales, 79 préfectures et 29 écoles sont connectées

au GWAN, soit un total de 438 sites. Par ailleurs, afin de protéger les équipements installés contre les coupures de courant, le gouvernement a installé des panneaux solaires dans l'ensemble des 116 conseils municipaux.<sup>54</sup>

Le gouvernement a pareillement mis l'accent sur le renforcement des investissements dans les infrastructures TIC. En septembre 2025, il a annoncé une subvention de 120 millions de dollars de la Banque mondiale pour améliorer l'accès à Internet et aux services numériques pour la population. Il prévoit d'étendre les réseaux 4G et 5G afin de couvrir 90 % de la population d'ici fin 2025.<sup>55</sup> En novembre 2025, le gouvernement zambien et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) se sont associés pour fournir un accès internet à 751 établissements de santé du pays. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du projet « Systèmes de santé intelligents », visant à moderniser l'infrastructure numérique de santé de la Zambie.<sup>56</sup>

51. ZICTA « Rapport annuel sur le marché du secteur des TIC » (2024) [chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://zicta.zm/market-reports/2024\\_annual\\_market\\_report.pdf](https://zicta.zm/market-reports/2024_annual_market_report.pdf) [https://www.zicta.zm/market-reports/2023\\_mid\\_year\\_market\\_report.pdf](https://www.zicta.zm/market-reports/2023_mid_year_market_report.pdf) (consulté le 3 octobre 2025)

52. Institut SMART Zambie <https://www.szi.gov.zm/?p=5312>

53. « Smart Zambia apporte l'Internet Starlink à la chefferie isolée de Moomba » (2025) <https://techafricanews.com/2025/09/29/smart-zambia-brings-starlink-internet-to-remote-moomba-chiefdom/> (consulté le 2 décembre 2025)

54. Gouvernement de Zambie, « Discours sur le budget 2025 » (2024) <https://www.zra.org.zm/wp-content/uploads/2025/09/2026-Budget-Speech.pdf> (consulté le 30 octobre 2025).

55. TechAfrica News « La Banque mondiale accorde 120 millions de dollars à la Zambie pour développer son infrastructure numérique » <https://techafricanews.com/2025/09/19/world-bank-grants-zambia-120m-to-expand-digital-infrastructure/> (consulté le 18 octobre 2025).

56. Agence Ecofin, « La Zambie et le PNUD vont étendre l'accès à Internet à 751 établissements de santé » Zambie et PNUD vont étendre l'accès à Internet à 751 établissements de santé - Agence Ecofin (consulté le 2 décembre 2025).

## Identités numériques

En 2022, le gouvernement a lancé le projet de système intégré d'information et d'enregistrement national, un système numérique de gestion de l'identité nationale biométrique. Il s'est engagé à enregistrer 100 % de la population âgée de plus de 16 ans pour l'obtention de cartes d'identité numériques dans les six mois suivant le lancement du système.<sup>57</sup>

Cependant, le taux d'adoption est resté largement inférieur aux attentes, un rapport du PNUD de 2024 faisant état de 1,5 million de personnes inscrites avec des données biométriques.<sup>58</sup> En janvier 2025, SMART Zambia a publié un avis général de passation de marchés concernant les services d'identité numérique et de confiance. L'objectif est de mettre en place un cadre permettant d'identifier les citoyens et de faciliter leur accès aux services des secteurs public et privé.<sup>59</sup> Le gouvernement s'est également associé à l'Éthiopie, un chef de file régional en matière d'adoption de l'identification biométrique, afin de collaborer au développement et à la mise en œuvre de systèmes nationaux d'identification.<sup>60</sup>

## Fonds pour l'accès

### universel et les services

L'Autorité zambienne des technologies de l'information et de la communication (ZICTA) gère le Fonds d'accès universel et de services (UASF) du pays. Elle perçoit régulièrement les 1,5 % des recettes des opérateurs correspondant à l'UASF. La gouvernance et l'administration du Fonds se sont améliorées au fil des ans grâce à des réformes institutionnelles. Bien que le Fonds ne suffise pas à lui seul à combler le déficit du pays en matière de TIC, son impact global est indéniable.

Le rapport annuel 2023 de la ZICTA, le plus récent disponible, indique que près de la moitié des 58 nouvelles installations de tours de télécommunications réalisées en 2024 l'ont été dans des zones mal desservies. En 2023, l'UASF a utilisé les fonds pour fournir 845 ordinateurs, 25 imprimantes, cinq tableaux interactifs et 21 projecteurs à 25 établissements d'enseignement à travers le pays. L'autorité de régulation a lancé un projet de connexion internet pour 15 établissements d'enseignement supérieur. L'objectif était de fournir

57. Unité présidentielle de livraison, « Identité numérique » (2025) <https://www.pdu.gov.zm/digital-ids>

58. PNUD, « Les garanties DPI entrent en vigueur dans la prochaine phase d'intégration numérique de la Zambie » (2024) <https://www.undp.org/digital/blog/dpi-safeguards-come-online-zambias-next-phase-digital-integration> (consulté le 12 novembre 2026).

59. Mise à jour biométrique : « La Zambie publie un avis général de passation de marchés pour un projet d'identité numérique et de services de confiance » (2025) <https://www.biometricupdate.com/202501/zambia-issues-general-procurement-notice-for-digital-id-trust-services-project> (consulté le 12 novembre 2026).

60. « La Zambie et l'Éthiopie signent un protocole d'accord pour faire progresser les systèmes d'identité numérique » (2025) <https://apanews.net/zambia-ethiopia-sign-mou-to-advance-digital-identity-systems/> (consulté le 12 novembre 2026).

des services haut débit à bas coût aux établissements d'enseignement du pays, permettant ainsi de connecter 63 établissements. L'UASF a également fourni du matériel informatique adapté aux personnes handicapées, déployé des solutions de connectivité et four-

ni du matériel informatique, et développé une plateforme d'apprentissage en ligne. La construction de 31 tours de communication dans le cadre du programme des tours de communication a pareillement débuté.<sup>61</sup>

## Conclusion

Il est encourageant de constater que, malgré les importantes contraintes opérationnelles et financières auxquelles sont confrontés les opérateurs de télécommunications, l'adoption des services de télécommunications s'est poursuivie. Ce rapport salue également les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la stratégie nationale en matière d'intelligence artificielle. Si le pays maintient cette dynamique, il sera bien placé pour bâtir un écosystème TIC intégré et dynamique, favorisant un accès réel aux technologies, l'innovation, l'entrepreneuriat et une économie numérique inclusive et résiliente. Toutefois, certaines mesures prises par

le gouvernement continuent de susciter des inquiétudes quant à l'engagement de l'État envers les principes des droits humains, notamment la liberté d'expression. L'adoption de la législation sur la cybersécurité, malgré les réserves des parties prenantes, ainsi que la recrudescence des arrestations de journalistes, de défenseurs des droits civiques et de dirigeants de l'opposition, sont préoccupantes, en particulier à l'approche des élections générales de 2026. Compte tenu des lacunes et des préoccupations soulevées dans ce rapport, diverses recommandations sont proposées aux parties prenantes.

61. ZICTA, « Rapport de marché de mi-année 2024 sur le secteur des TIC », (2024) (consulté le 12 novembre 2026). À la lumière de

## Recommandations

### Au gouvernement :

- Afin de garantir la transparence dans la mise en œuvre de la législation sur la cybersécurité, il convient de mener une campagne de sensibilisation du public et de s'engager à prévenir les abus de pouvoir, auxquels ces lois sont vulnérables dans leur état actuel.
- Alors que le pays se prépare à des élections générales en août 2026, le gouvernement est encouragé à s'engager à ne pas couper Internet pendant le processus électoral et après.
- Il est louable que le gouvernement ait abrogé la loi relative à la diffamation du président. Toutefois, il est impératif qu'il prenne des mesures plus importantes pour garantir la liberté d'expression et abroger des lois telles que celles relatives à la sédition et aux discours haineux.
- Adopter une plus grande transparence et des rapports réguliers concernant l'utilisation de l'UASF et les progrès réalisés.
- Renforcer les capacités de la Commission de protection des données et sensibiliser le secteur privé et les citoyens à la protection des données, compte tenu du déploiement des identités numériques et des systèmes d'information de sécurité publique.
- S'engager à collecter des données et à mettre en place des systèmes d'identification numérique de manière éthique et non discriminatoire, sans perpétuer les pratiques de surveillance. Veiller également à sensibiliser le public aux risques et aux opportunités liés à ce processus.
- Il est nécessaire de redoubler d'efforts pour promouvoir la participation du public à l'adoption de l'IA, garantir le respect de l'éthique et renforcer la transparence et la sécurité de son utilisation. Nous encourageons une collaboration accrue entre les ministères et les autres parties prenantes afin d'assurer la mise en œuvre de la stratégie en matière d'IA dans le respect des droits humains.

### Le secteur privé devrait :

- Les entreprises de télécommunications devraient s'engager à maintenir la connectivité et l'accès aux plateformes numériques pendant les prochaines élections générales.
- Collaborer avec les parties prenantes, notamment la société civile, afin d'assurer l'alignement des politiques, des pratiques et du déploiement des technologies et produits numériques avec les principes et normes respectueux des droits.
- Jouer un rôle actif dans les efforts d'alphabétisation numérique pour éduquer et sensibiliser les citoyens aux développements et déploiements technologiques dans le pays, pour garantir une inclusion numérique équitable et d'en tirer profit.

### T Media devrait :

- Contribuer au suivi et à la documentation des évolutions en matière de droits numériques et d'inclusion en Zambie par le biais d'enquêtes approfondies.
- Collaborer étroitement avec les organisations de la société civile pour amplifier les messages concernant les droits des journalistes et les questions d'intérêt public.







Les organisations de la société civile devraient :

- Accroître l'accent sur les programmes visant à renforcer les capacités des institutions gouvernementales, judiciaires et de sécurité de l'État, notamment en ce qui concerne l'impact et l'utilisation des technologies émergentes telles que l'IA et la législation sur la cybersécurité.
- Collaborer davantage pour éviter les goulots d'étranglement et la duplication des efforts.
- Poursuivre les efforts de sensibilisation aux droits numériques et à l'inclusion numérique en Zambie.

# The Score Index



Zambia, 2025

1. Totalement non conforme 2. Conformité partielle – ce qui correspond à une tentative timide de se conformer aux lacunes critiques. 3. Conforme de façon satisfaisante – des points à améliorer sont à prendre en compte. 4. Conforme en grande partie – Domaines de réforme minimales 5. Entièrement conforme – Aucun souci

Indicateurs clés de la Londa 2025	Déclaration de l'ACHPR (P signifie Principe)	2024 Score	2025 Score	2025 Justification
Coupures Internet	P38(2)			Hormis un incident isolé en 2021, les coupures d'internet n'ont pas été la norme en Zambie. Aucune coupure d'internet n'a été enregistrée en 2025.
Lois, politiques et autres mesures visant à promouvoir un accès universel, équitable, abordable et significatif à Internet	P37			Le huitième Plan national de développement de la Zambie accorde la priorité à la connectivité pour tous les citoyens. Il s'agit également d'une loi relative au Fonds d'accès universel et de services. La ZICTA fixe des objectifs annuels pour son utilisation. Un défi majeur demeure : la transparence concernant le montant total des fonds alloués et dépensés chaque année, le respect des objectifs et la production de rapports réguliers et traçables à destination du public.
Criminalisation des fausses nouvelles	P22(2)			La Zambie a enregistré une augmentation des arrestations pour des publications sur les réseaux sociaux considérées comme de fausses informations.

Indicateurs clés de la Londa 2025	Déclaration de l'ACHPR (P signifie Principe)	2024 Score	2025 Score	2025 Justification
Législation sur la sédition	P22(2)			Recours accru aux accusations de sédition, visant notamment les dirigeants de l'opposition.
Arrestations arbitraires et harcèlement des médias, des défenseurs des droits humains et des citoyens	P20(1) & (2)			Augmentation des arrestations et des agressions, principalement contre des journalistes couvrant l'actualité gouvernementale et de gouvernance.
Législation sur la protection des données.	P42			Une législation sur la protection des données a été promulguée. Sa mise en œuvre et son application sont insuffisantes, et l'indépendance du commissaire à la protection des données vis-à-vis de la présidence est remise en question ; ces commissaires sont nommés par le président.
Les États interviennent et exigent le retrait des contenus en ligne par les intermédiaires d'Internet.	P38 and P39(4)			Aucun cas n'a été signalé en 2025 ; toutefois, des demandes d'informations ont été adressées aux plateformes de médias sociaux.

Indicateurs clés de la Londa 2025	Déclaration de l'ACHPR (P signifie Principe)	2024 Score	2025 Score	2025 Justification
Atteinte à la vie privée des communications	P41			Aucun chiffre n'a été annoncé pour 2025. Cependant, l'adoption de la nouvelle législation du pays en matière de cybersécurité pourrait le permettre.
Manquement du gouvernement à divulguer et diffuser de manière proactive des informations sur les technologies numériques.	P29(3)			La législation sur l'accès à l'information existe et le gouvernement se montre relativement proactif par le biais d'initiatives et de campagnes de sensibilisation à l'inclusion numérique. Cependant, il n'a pas été aussi proactif en matière d'information sur l'adoption des nouvelles technologies.
IA et technologies émergentes : stratégies nationales	P39(6)			Il existe une stratégie en matière d'IA et une stratégie nationale de transformation numérique. Cependant, leur mise en œuvre est restée relativement faible.
Adoption de lois, politiques et mesures spécifiques relatives à l'enfance visant à promouvoir la sécurité et la confidentialité numériques des enfants en ligne	P37(5)			Il n'existe pas de loi spécifique sur la sécurité des enfants en ligne, mais il existe une Stratégie nationale de protection des enfants en ligne et la La législation en matière de cybersécurité est axée sur la protection de l'enfance.

Indicator	ACHPR Principle	2024 Score	2025 Score	2025 Justification
Inclusion numérique	P37(3)			<p>L'augmentation progressive de l'utilisation des services mobiles et d'Internet se traduit par des investissements importants visant à étendre l'accès. Cependant, des problèmes de qualité de service persistaient en 2025.</p>
TOTAL (jusqu'à 60)	2024: <b>40</b>	<div style="background-color: #f47920; color: white; padding: 20px; text-align: center;"> <p><b>2025</b></p> <p><b>39</b></p> </div>		



374 Borno Way, Yaba 101245, Lagos, Nigeria.  
[www.paradigmhq.org](http://www.paradigmhq.org)